

La BBC retire tous les journalistes de Russie après que Moscou ait criminalisé la "désinformation"



PAR TYLER DURDEN

VENDREDI 04 MARS 2022 - 17:24

Mise à jour (16h25) : Suite aux nouvelles précédentes selon lesquelles la Russie criminalisera la « désinformation » sur l'armée dans la répression des « fausses informations », pas si différente de la « annulation » et de la mise à plat massives de tous les médias occidentaux qui ne reproduisent pas le récit officiel, des moments Il y a quelques jours, la BBC a annoncé qu'elle "suspendrait temporairement le travail de tous les journalistes de BBC News et de leur personnel de soutien au sein de la Fédération de Russie" pendant que l'agence de presse évalue toutes les implications de cette évolution indésirable.

Déclaration complète de Tim Davie, directeur général de la BBC :

« Cette législation semble criminaliser le processus de journalisme indépendant. Cela ne nous laisse pas d'autre choix que de suspendre temporairement le travail de tous les journalistes de BBC News et de leur personnel de soutien au sein de la Fédération de Russie pendant que nous évaluons toutes les implications de cette évolution indésirable.

"Notre service BBC News en russe continuera à fonctionner depuis l'extérieur de la Russie.

« La sécurité de notre personnel est primordiale et nous ne sommes pas prêts à les exposer au risque de poursuites pénales simplement pour avoir fait leur travail. Je tiens à leur rendre hommage à tous, pour leur bravoure, leur détermination et leur professionnalisme.

« Nous restons déterminés à mettre des informations précises et indépendantes à la disposition des publics du monde entier, y compris les millions de Russes qui utilisent nos services d'information. Nos journalistes en Ukraine et dans le monde continueront de faire des reportages sur l'invasion de l'Ukraine.

Est-ce un aveu que la BBC produit des "fake news" ?

* * *

[Comme Katabella Roberts l'a détaillé plus tôt via The Epoch Times](#) , la Russie est sur le point de prendre une répression encore plus sévère contre les reportages "non officiels" et la "désinformation" concernant son invasion de l'Ukraine, selon le porte-parole du département d'État Ned Price.

Vendredi, le parlement du pays, dominé par le Kremlin, se réunira en session extraordinaire pour envisager de légaliser un projet de loi qui ferait des reportages "non officiels" sur l'invasion un crime passible de 15 ans de prison, a déclaré Price dans un communiqué du 2 mars. .

"La Russie est engagée dans une guerre non provoquée contre l'Ukraine. Chez lui, le Kremlin est engagé dans une attaque totale contre la liberté des médias et la vérité, et les efforts de Moscou pour induire en erreur et supprimer la vérité sur l'invasion brutale s'intensifient", a déclaré Price. "Le peuple russe n'a pas choisi cette guerre. Poutine l'a fait."

"Ils ont le droit de connaître les morts, les souffrances et les destructions infligées par leur gouvernement au peuple ukrainien. Le peuple russe a également le droit de connaître le coût humain de cette guerre insensée pour ses propres soldats."

Moscou a affirmé que la législation est conçue pour lutter contre les fausses informations sur la guerre de la Russie en Ukraine.



Le projet de loi vise également à punir ceux qui "déforment sciemment le but, le rôle et les tâches des forces armées russes, ainsi que d'autres unités lors d'opérations militaires spéciales et autres", a déclaré Vasily Piskarev, chef de la sécurité et de la lutte contre la corruption de la Douma. Comité, dans une interview accordée à la chaîne de télévision publique Channel One.

Piskarev a déclaré que les sanctions pourraient également s'appliquer à ceux qui partagent de "fausses" informations sur les pertes de guerre de la Russie, ajoutant que la majorité des faux documents sont "générés en Ukraine", mais sont "volontairement distribués par un certain nombre de médias russes" ainsi qu'en ligne. via les médias sociaux.

"C'est une chose lorsqu'elle [la désinformation] survient en temps de paix, et une autre lorsque nos militaires accomplissent des tâches importantes de maintien de la paix et de la sécurité, même si cela se produit à l'étranger. De telles contrefaçons démoralisent la société, sapent la confiance dans l'armée russe et, surtout, sont un coup dur pour les parents et amis des combattants", a déclaré Piskarev.

Dans le cadre d'un projet de loi examiné par des responsables russes vendredi, les journalistes risquent également une amende de 5 millions de roubles, soit environ 44 740 dollars, s'ils publient ce que les responsables considèrent comme de fausses informations sur l'invasion de l'Ukraine par Moscou, The Wall Street Revue rapportée.

La création du projet de loi a été proposée par le Comité russe sur la sécurité et la lutte contre la corruption et rapidement approuvée lundi par le président de la Doum d'État, Vyacheslav Volodine.

Volodine a déclaré qu'il espérait que l'amendement pourrait être adopté rapidement, affirmant dans un communiqué jeudi que "les réseaux sociaux américains, contrôlés par Washington, ont lancé une guerre de l'information contre la Russie".

"Ils violent leurs propres règles, les normes du droit international, restreignent la liberté d'expression [et] diffusent de fausses informations", a-t-il déclaré. "Nous ne pouvons pas nous empêcher de réagir à ce qui se passe".

La couverture médiatique de la Russie est étroitement surveillée par le gouvernement du président Vladimir Poutine, et Moscou n'a pas tardé à fermer et à bloquer les médias qui rapportent en dehors du récit dicté par le Kremlin.

Le régulateur des médias de l'État, Roskomnadzor, a déjà fermé plusieurs médias depuis le début de l'invasion, dont Ekho Moskvyy, Dozhd ainsi que le site Web de Current Time, une production conjointe de Voice of America et de Radio Free Europe/Radio Liberty.

Mercredi, Roskomnadzor aurait menacé de bloquer le site Web en langue russe de Voice of America (VOA) dans le pays à moins qu'il ne supprime la couverture de la situation en Ukraine.

 64 199  463

**AVIS DE DISCRIMINATION
POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ
AVERTISSEMENT
FAITES DE LA PUBLICITÉ AVEC ZEROHEDGE**

COPYRIGHT ©2009- 2022 ZEROHEDGE.COM/ABC MEDIA, LTD